

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1904-1905.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER 1905

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1905.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	1937.	Par pétition datée d'Aerschot, le 22 décembre 1904,
	1958.	Le conseil communal d'Aerschot émet le vœu de
	1963.	voir accorder, à l'occasion du soixante-quinzième
	1967.	anniversaire de l'Indépendance Nationale, une distinc-
	1980.	tion commémorative aux militaires qui ont fait partie
	1982.	de l'armée en 1870-1871.
		Même pétition des conseils communaux d'Anderlues, Antoing, Basse-Bodeux, Befse, Brasschaet, Cerechhe-Heuseux, Ciney, Cornesse, Deerlyck, Ellignis-Sainte-Anne, Estaimbourg, Etterbeek, Falisolle, Fléron, Fontaine-l'Évêque, Ghlin, Gouy-lez-Piéton, Hachy, Hévillers, Houtain-l'Évêque, Jamagne, Lacuisine, Lambérmont, Landen, Limont, Malines, Maransart, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Maurage, Merxem, Mettet, Morville, Nalinnes, Oostkerke, Pepinster, Putte, Rance, Rosières-Saint-André, Rossignol, Ruysselede, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Gilles (Brabant), Saint-Vincent, Sart-Saint-Laurent, Silenrieux, Soumagne, Sweveghem, Swynaeerde, Terwagne, Tilff, Verviers, Villers-le-Couillet, Villers-l'Évêque, Wasmes, Woluwe-Saint-Pierre, Woumen, Zolder.

Même pétition de MM. Schepers et Follman, respectivement président et secrétaire de l'Association patriotique des Anciens militaires de 1870, à Gand.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

**Numéros
du
feuilleton.**

**Numéros
du
registry des
pétitions.**

2. 1938. Par pétition datée de Gérouville, le 18 décembre 1904,

Le bureau de bienfaisance de Gérouville demande le vote d'une loi garantissant la stabilité des emplois du personnel des administrations charitables.

Même pétition du bureau de bienfaisance et de la commission des hospices civils de Schaerbeek.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

3. 1969. Par pétition datée de Bruxelles, le 19 janvier 1905,

MM. Novent et Lechoux, respectivement vice-président et secrétaire de la Fédération nationale des employés communaux, à Bruxelles, sollicitent le dépôt d'un projet de loi assurant le bénéfice de la stabilité des emplois au personnel des hospices, des bureaux de bienfaisance et des mûrs de piété.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

4. 1939. Par pétition datée de La Louvière, le 10 janvier 1905,

1966. MM. Le Hardy et Liénard, respectivement président et secrétaire de la Fédération et de la Caisse de réassurance de La Louvière, à La Louvière, prient la Chambre de réviser la loi sur les pensions ouvrières du 10 mai 1900 et d'établir le système de l'obligation avec la triple participation de l'ouvrier, du patron et des pouvoirs publics.

Même pétition de MM. Staquet et Fassiaux, respectivement président et secrétaire de la Concorde (société de secours mutuels), à Houdeng-Goegnies.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

5. 1940. Par pétition datée de Dampremy, le 22 décembre 1904,

Le conseil communal de Dampremy proteste contre le projet de loi réduisant la part des communes dans les recettes du fonds communal,

Même pétition des conseils communaux de Trivières, Wasmes, Wanfercée-Baulet.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics.*

**Numéros
du
feuilleton.**

**Numéros
du registre des
pétitions.**

6. 1941. Par pétition datée de Hasselt, le 16 janvier 1903,

Le collège des bourgmestre et échevins de la ville de Hasselt transmet une copie de la délibération du conseil communal, en date du 30 décembre 1904, priant les Chambres législatives d'inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi sur les mines.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

7. 1942. Par pétition datée de Sainte-Marie-sur-Semois, le 16 janvier 1903,

M. Dolizy, Jean-Henri, à Sainte-Marie-sur-Semois, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement des retenues faites, au profit de la Caisse des veuves et orphelins, sur le traitement du pétitionnaire lorsque celui-ci était agent de l'administration des chemins de fer de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

8. 1943. Par pétition datée de Menin, le 22 décembre 1904,

M. Deman, Joseph, à Menin, sollicite l'intervention de la Chambre en faveur des condamnés libérés, afin qu'à l'occasion du 75^e anniversaire de l'Indépendance Nationale, il leur soit permis de demander leur réhabilitation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

9. 1944. Par pétition datée de Romsée, le 24 décembre 1904,

M. Gorg, Pierre-Martin, ouvrier mineur à Romsée, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir son inscription sur les listes électorales de la commune de Romsée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

10. 1945. Par pétition datée de Gilly, le 24 décembre 1904,

M. Pasquet, Jules, à Gilly, expose qu'il est l'auteur d'études et de recherches faites relativement à la découverte d'un gisement houiller sur le territoire de Fleurus et qu'une société anonyme s'est constituée pour continuer les recherches ; il sollicite l'intervention de

la Chambre pour obtenir de cette société la rémunération de son travail.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

11. 1947. Par pétition datée de Naomé, le 28 décembre 1904,

Les coopérateurs de la laiterie « L'Avenir », à Naomé, sollicitent la suppression ou une diminution considérable du droit de patente dont est frappée la dite société.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics.*

12. 1948. Par pétition datée de Elewijt, le 7 janvier 1903,

Le sieur De Bruier, Auguste, à Elewijt, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme d'argent qui lui serait due par le Bureau de bienfaisance de sa commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

13. 1949. Par pétition datée de Saint-Nicolas (lez-Liége), le 3 janvier 1903,

M. Serrurier, Jean-François, mineur, à Saint-Nicolas (Liège), sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir qu'une pension de retraite lui soit servie par la Caisse de Prévoyance.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

14. 1950. Par pétition datée de Marbehan, le 2 janvier 1903,

M. Gillet, Hyppolite, à Marbehan, sollicite l'intervention de la Chambre auprès de M. le Ministre des chemins de fer, postes et télégraphes au sujet du préjudice que lui causent les travaux exécutés à Marbehan, le long de la voie, par l'administration des chemins de fer.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

15. 1952. Par pétition datée de Gouy-lez-Piéton, le 9 janvier 1903,

Le conseil communal de Gouy-lez-Piéton émet un vœu en faveur du suffrage universel. .

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale qui sera chargée d'examiner la proposition de loi relative à la forma-*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du
 registre des
 pétitions.

tion des listes des électeurs communaux et provinciaux
(n° 42, 1904-1905).

16. 1953. Par pétition datée de Gand, le 17 janvier 1903,
 MM. Van der Haegen et Quaquebeke, respectivement président et secrétaire du comité mixte des associations des ouvriers du bois, à Gand, prient la Chambre de voter, le plus tôt possible, une loi réglementant la durée du travail pour les adultes.
Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.
17. 1954. Par pétition datée de Florenville, le 10 janvier 1903,
 1963. Les membres du comice agricole de Florenville sollicitent la diminution des tarifs de transport des pommes de terre.
 Même pétition de MM. de Bellefroid d'Oudoumont et Valentin, respectivement président et secrétaire du comice de Marche.
Décision : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.
18. 1956. Par pétition datée d'Anvers, le 20 décembre 1904,
 MM. Corty et Librecht, respectivement président et secrétaire général de la Chambre de commerce d'Anvers, à Anvers, sollicitent l'intervention de la Chambre aux fins d'obtenir du gouvernement une solution à la question de la création d'un chemin de fer électrique entre Bruxelles et Anvers.
Décision : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.
19. 1957. Par pétition datée de Courcelles, le 28 décembre 1904,
 Le conseil communal de Courcelles émet le vœu de voir les Chambres législatives assurer à tous les invalides du travail et aux vieillards une pension qui leur permette de vivre sans recourir à la mendicité.
Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.
20. 1960. Par pétition datée de Pironchamps, le 16 janvier 1905,
 M. Spleesters, Jean-Baptiste, à Pironchamps, solli-

**Numéros
du
feuilleton.**

**Numéros
du registre des
pétitions.**

cite l'intervention de la Chambre aux fins d'obtenir un secours du bureau de bienfaisance de Pironchamps.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

21.

1961.

Par pétition datée d'Arlon, le 13 janvier 1905,

MM. Berger et Fontaine, respectivement président et secrétaire de la Chambre de commerce du Luxembourg, transmettent le vœu de voir ajourner, jusqu'après le vote du projet de loi sur les sociétés commerciales, toute modification au régime des impôts auquel ces sociétés sont actuellement soumises.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics*

22.

1968.

Par pétition datée de Gouy-lez-Piéton, le 12 janvier 1905,

Le conseil communal de Gouy-lez-Piéton émet, par délibération du 14 janvier dernier, un vœu en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

23.

1970.

Par pétition datée de Gand, le 20 janvier 1905,

MM. De Witte et Vandenbosch, respectivement président et secrétaire du syndicat «Les Bouchers réunis», à Gand, protestent contre le vote d'une loi qui décréterait, par mesure extraordinaire, le samedi 22 juillet 1905, jour férié légal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

24.

1971.

Par pétition datée de Bruxelles, le 23 janvier 1905,

Les président et membres du conseil général de la Fédération nationale des fonctionnaires subalternes de la police, à Bruxelles, demandent le dépôt, au cours de cette session, du projet de loi relatif à la réorganisation de la police rurale.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

25.

1972.

Par pétition datée de Zepperen, le 23 janvier 1905,

Le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Zepperen transmet une copie de la délibéra-

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du
registre des
pétitions.

tion du conseil communal, en date du 14 janvier 1905, demandant le vote urgent du projet de loi sur les mines.

Même pétition des présidents et membres de la Maison des Ouvriers de Hasselt et de la Société : « de Hasseltse Drukkersvereeniging » à Hasselt.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

26. 1977. Par pétition datée de Maeseyck, le 25 janvier 1905,
 1978. Le conseil communal de Maeseyck demande le dépôt
 1983. immédiat du projet de loi sur les mines et émet le
 vœu que toutes les recherches faites avant le 1^{er} mars
 1903 jouissent du bénéfice des lois de 1810 et de 1837,
 que les demandes introduites à la suite de ces recher-
 ches fassent l'objet d'une enquête immédiate et qu'il
 soit accordé au moins dix concessions dans le cours de
 l'année 1905 et dix autres concessions en 1906.

Même pétition des conseils communaux de Bilsen, Heppen, Kinroy, Koninxheim, Lommel, Marlins, Martenslinde, Membruggen, Molen-Beersel, Oostham, Opitter, Waltwilder.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

27. 1973. Par pétition datée de Campenhout, le 21 janvier 1905,
 Le collège des bourgmestre et échevins de la com-
 mune de Campenhout transmet un vœu émis par le
 conseil communal, en séance du 16 janvier 1905, de
 voir la Législature proposer la création d'une décoration
 en faveur des soldats qui faisaient partie de l'armée en
 1870 et de ceux ayant servi sous le règne de Léopold I^{er}.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

28. 1974. Par pétition datée de Jolimont, le 24 janvier 1905,
 M. Jules Suikeis, à Jolimont, sollicite l'intervention
 de la Chambre pour l'obtention d'un secours de la part
 de la ville du Rœulx.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

29. 1975. Par pétition datée de Jolimont, le 25 janvier 1905,
 M. Tolbeiq (Augustin), à Jolimont, sollicite l'inter-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

vention de la Chambre pour l'obtention d'un secours de la part de la commune de Haine-Saint-Paul.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

30. 1976. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 janvier 1905.

Des camionneurs de l'agglomération bruxelloise demandent l'abolition de l'article 310 du Code pénal relatif aux atteintes à la liberté du travail.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

31. 1981. Par pétition datée de Liège, le 26 janvier 1905,

MM. Van Gils et Genot, respectivement président et secrétaire de la Chambre de commerce de Liège, à Liège, présentent des observations relatives à un avant-projet de réorganisation des tribunaux de commerce élaboré par le Comité de la Fédération des Associations commerciales et industrielles de Belgique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

32. 1984. Par pétition datée de Liège, le 27 janvier 1905,

La dame Linen, veuve d'un volontaire de 1830, à Liège, sollicite un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*



(1)
(Nr 82.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1904-1905.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN IN JANUARI 1905.

LIJST TOT OP 10 FEBRUARI 1905.

VERZOEKSCHRIFTEN WAAROVER DE COMMISSIE UITSpraak DEED

Nummers van de Lijst.	Nummers van het register voor verzoekschriften.
1.	1937. Bij verzoekschrift uit Aarschot, gedagteekend 1938. 22 December 1904,
	1963. drukt de gemeenteraad van Aarschot den wensch
	1967. uit, dat er, ter gelegenheid van de vijf en zeventigste
	1980. verjaring onzer onafhankelijkheid, eene herinnerings-
	1982. medaille worde geschenken aan de militairen die in 1870-1871 gediend hebben.

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Anderlues, Antoing, Basse-Bodeux, Befse, Brusschaat, Cereghie-Henseux, Ciney, Cornesse, Deerlijk, Ellignies-Ste-Anne, Estaimbourg, Etterbeek, Falisolle, Fléron, Fontaine-l'Évêque, Ghlin, Gouy-lez-Piéton, Hachy, Hévillers, Houtain-l'Évêque, Jamagne, Lacuisine, Lamberton, Landen, Limont, Maransart, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Maurage, Mechelen, Merxem, Miettet, Morville, Nalinnes, Oostkerke, Pepinsler, Putte, Rance, Rosières-Saint-André, Rossignol, Ruisselede, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Vincent, Sart-Saint-Laurent, Silenrieux, Sint-Gillis (Brabant), Sint-Pieters-Woluwe, Soumagne, Terwagne, Tiff, Verviers, Villers-le-Couillet, Villers-l'Évêque, Wasmes, Woumen, Zolder, Zwevegem, Zwijnaarde.

Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Schepers, voorzitter, en Fallman, secretaris van de Vaderlands-lievende Vereeniging der geweven militairen van 1870, te Gent.

BESLUIT : *Te verzenden naar den heer Minister van Oorlog.*

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
verzoekschriften. |
|-----------------------------|---|
| 2. | <p>1938. Bij verzoekschrift uit Geronville, gedagteekend 18 December 1904,</p> <p>vraagt het weldadigheidsbureel van Géroutville dat er eene wet worde gemaakt, tot het waarborgen van de bestendigheid der betrekkingen onder het personeel van weldadigheidsbesturen.</p> <p>Zelfde verzoekschrift vanwege het weldadigheidsbureel en de commissie der burgerlijke godshuizen te Schaarbeek.</p> <p>BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.</p> |
| 3. | <p>1969. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 19 Januari 1905,</p> <p>vragen de heer Noent, ondervoorzitter, en Lechoux, secretaris van den Nationale Bond der gemeenteambten te Brussel, om het overleggen van een ontwerp van wet, waarbij de vastheid der bediening van het personeel der godshuizen, weldadigheidsbureelen en bergen van barmhartigheid bestendig wordt gevraagd.</p> <p>BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.</p> |
| 4. | <p>1939. Bij verzoekschrift uit La Louvière, gedagteekend 10 Januari 1905,</p> <p>1966. vragen de heer Le Hardy, voorzitter, en Liénard, secretaris van den Bond en van de Kas tot herverzekering te La Louvière, dat de Kamer de wet van 10 Mei 1900 op de arbeiderspensioenen zou wijzigen en de verplichting invoeren met de driedubbele deelneming van den werknemer, den werkgever en de openbare machten.</p> <p>Zelfde verzoekschrift vanwege de heeren Staquet, voorzitter, en Fassiaux, secretaris der <i>Concorde</i> (maatschappij tot onderlingen bijstand) te Houding-Gœgnies.</p> <p>BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.</p> |
| 5. | <p>1940. Bij verzoekschrift uit Dampremy, gedagteekend 22 December 1904,</p> <p>protesteert de gemeenteraad van Dampremy tegen het wetsontwerp waarbij het aandeel der gemeenten in de inkomsten van het gemeentesfonds wordt verminderd.</p> |

**Nummers
van
de lijst.**

**Nummers
van het register voor
verzoekschriften.**

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Trivières, Wasmes, Wansecée-Baulet.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Financiën en Openbare Werken.

6. 1941. Bij verzoekschrift uit Hasselt, gedagteekend 16 Januari 1905,

maakt het college van burgemeester en schepenen der stad Hasselt een afschrift over van de beraadslaging des gemeenteraads, in dato 30 December 1904. vragende dat de Wetgevende Kamers de Regeering zouden aanzetten tot het overleggen van het ontwerp van wet op de mijnen.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.

7. 1942. Bij verzoekschrift uit Sainte-Marie-sur-Semois, gedagteekend 16 Januari 1905,

vraagt de heer Jan-Hendrik Dolizy, te Sainte-Marie-sur-Semois, om tuschenkomst der Kamer, tot terugbetaling van de afhoudingen, gedaan ten voordeele der Kas voor weduwen en weezzen, op de jaarwedde van den verzoeker toen deze beambte was bij Staats-spoorwegen.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen.

8. 1943. Bij verzoekschrift uit Meenen, gedagteekend 22 December 1904.

vraagt de heer Jozef Deman, te Meenen, om tuschenkomst der Kamer, ten voordeele der vrijgestelde veroordeelden opdat het hun worde veroorloofd, ter gelegenheid der 75^e verjaring van 's Lands onafhankelijkheid, hunne in eere herstelling te mogen verzoeken.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.

9. 1944. Bij verzoekschrift uit Romsée, gedagteekend 24 December 1904,

vraagt de mijnwerker Pieter-Maarten Gorg, te Romsée, om tuschenkomst der Kamer, ten einde te worden ingeschreven op de kiezerslijsten der gemeente Romsée.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs.

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
verzoekschriften. |
|-----------------------------|--|
| 10. | <p>1945. Bij verzoekschrift uit Gilly, gedagteekend 24 December 1904,</p> <p>verklaart de heer Jules Pasquet, te Gilly, dat hij studiën en boringen deed betreffende de ontdekking van eene kolenlaag op het grondgebied van Fleurus, en dat er eene naamloze vennootschap tot stand kwam, om de onderzoeken voort te zetten ; hij vraagt om tusschenkomst der Kamer, opdat deze vennootschap hem zijn arbeid zou vergelden.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.</i></p> |
| 11. | <p>1947. Bij verzoekschrift uit Naomé, 28 December 1904, vragen de samenwerkers der melkerij « L'Avenir », te Naomé, om afschaffing of merkelijke verlaging van het patentrecht, dat gemelde maatschappij treft.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verzenden naar den heer Minister van Financiën en Openbare Werken.</i></p> |
| 12. | <p>1948. Bij verzoekschrift uit Elewyt, gedagteekend 7 Januari 1905,</p> <p>vraagt de heer August De Bruier, te Elewyt, om tusschenkomst der Kamer, tot betaling eener som, die hem zou verschuldigd zijn door het weldadigheidsbureau van gemelde gemeente.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.</i></p> |
| 13. | <p>1949. Bij verzoekschrift uit Saint-Nicolas bij Luik, gedagteekend 3 Januari 1905,</p> <p>vraagt de mijnwerker Jan-Frans Serrurier, te Saint-Nicolas (Luik), om tusschenkomst der Kamer, om te bekomen dat hem een pensioen door de Voorzorgskas worde uitgekeerd.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.</i></p> |
| 14. | <p>1950. Bij verzoekschrift uit Mechelen, gedagteekend 2 Januari 1905,</p> <p>vraagt de heer Hyppoliet Gillet, te Marbehan, om tusschenkomst der Kamer bij den heer Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, ten aanzien van de schade, hem veroorzaakt door de werken, te Marbehan door het bestuur van spoorwegen uitgevoerd langsheel de baan.</p> <p>BESLUIT : <i>Te verzenden naar den heer Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen.</i></p> |

- | Nummers
van
de lijst | Nummers
van het register voor
verzoekschriften. |
|----------------------------|---|
| 15. | <p>1932. Bij verzoekschrift uit Gouy-lez-Piéton, gedagteekend 9 Januari 1903,</p> <p>drukt de gemeenteraad van Gouy-lez-Piéton een wensch uit ten voordele van algemeen stemrecht.</p> <p><i>BESLUIT : Te verzenden naar de Middenafdeeling die zal gelast zijn het wetsvoorstel op de samenstelling van de lijsten der kiezers voor gemeente en provincie te onderzoeken (nr 42, 1904-1905).</i></p> |
| 16. | <p>1953. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 17 Januari 1905,</p> <p>vragen de heeren Van der Haegen, voorzitter, en Quaquebeke, secretaris van het gemengd Comiteit der houtbewerkers, te Gent, dat de Kamer zoo spoedig mogelijk eene wet zou maken tot regeling van den arbeidsduur voor volwassenen.</p> <p><i>BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.</i></p> |
| 17. | <p>1954. Bij verzoekschrift uit Florenville, gedagteekend 1965.</p> <p>10 Januari 1905,</p> <p>vragen de leden van het landbouw-comitee Florenville om verlaging van vervoerprijzen voor aardappelen.</p> <p>Zelfde verzoekschrift vanwege de heeren de Belléfroid d'Oudoumont, voorzitter, en Valentin, secretaris van het comitee Marche.</p> <p><i>BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen.</i></p> |
| 18. | <p>1956. Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 20 December 1904,</p> <p>vragen de heeren Corty, voorzitter, en Librecht, algemeene secretaris der Kamer van Koophandel te Antwerpen, dat de Kamer zou aandringen bij de Regeering om eene oplossing te verkrijgen van het vraagstuk eens electrischen spoorwegs tusschen Brussel en Antwerpen.</p> <p><i>BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen.</i></p> |
| 19. | <p>1937. Bij verzoekschrift uit Courcelles, gedagteekend 20 December 1904,</p> <p>drukt de gemeenteraad van Courcelles den wensch uit, dat de Wetgevende Kamers aan alle invaliden van</p> |

**Nummers
van
de lijst.** **Nummers
van het register voor
verzoekschriften.**

- den arbeid en aan de ouderlingen een pensioen verzekere, om te kunnen leven zonder bedelen.
- BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.*
20. 1960. Bij verzoekschrift uit Pironchamps, gedagteekend 16 Januari 1905,
 vraagt Jan-Baptiste Spleesters, te Pironchamps, om tusschenkomst der Kamer, ten einde van 't weldadigheidsbureel te Pironchamps een onderstand te verkrijgen.
- BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.*
21. 1961. Bij verzoekschrift uit Aarlen, gedagteekend 13 Januari 1905,
 drukken de heeren Berger, voorzitter, en Fontaine, secretaris der Kamer van koophandel van Luxemburg, den wensch uit, dat worde verdaagd tot na de stemming van het ontwerp van wet op handelsvennootschappen, alle wijziging in het belastingstelsel, thans van toepassing op dergelijke vennootschappen.
- BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Financiën en Openbare Werken.*
22. 1968. Bij verzoekschrift uit Gouy-lez-Piéton, gedagteekend 12 Januari 1905,
 drukt de gemeenteraad van Gouy-lez-Piéton, bij beraadslaging van 14 Januari laatstleden, een wensch uit voor scheiding van Kerk en Staat.
- BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.*
23. 1970. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 20 Januari 1905,
 teekenende heeren De Witte en Vandenbosch, voorzitter en secretaris van het syndicaat « De Vereenigde beenhouwers », te Gent, verzet aan tegen de goedkeuring eener wet die, bij uitzonderlijken maatregel, den Zaterdag 22 Juli 1905 als wettelijken feestdag zou huldigen.
- BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs.*
24. 1971. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 25 Januari 1905,
 vragen de voorzitter en leden van den algemee-

**Nummers
van
de lijst.**

**Nummers
van het register voor
verzoekschriften.**

nen raad van den nationalen Bond der ondergeschikte ambtenaren der Brusselsche politie, dat er in den loop van dezen zittijd worde overgelegd een ontwerp van wet tot herinrichting der landelijke politie.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Onderwijs.

25. 1972. Bij verzoekschrift uit Zepperen, gedagteekend 28 Januari 1905,

Zenden het college van burgemeester en schepenen der gemeente Zepperen, een afschrift in van de beeraadslaging des gemeenteraads, in dato 14 Januari 1905, vragende dat het ontwerp van wet op de mijnen spoedig in behandeling kome.

Zelfde verzoekschrift vanwege den voorzitter en de leden van het Werkmanshuis, te Hasselt, en van de maatschappij « De Hasseltsche Drukkersvereeniging », te Hasselt.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.

26. 1977. Bij verzoekschrift uit Maaseik, gedagteekend 25 Januari 1905,

1978. vraagt de gemeenteraad van Maaseik om dadelijke overlegging van het ontwerp van wet op de mijnen en drukt den wensch uit, dat alle boringen, gedaan vóór 1 Maart 1903, het voordeel der rechten van 1810 en 1837 zouden genieten; dat er onmiddellijk een onderzoek worde ingesteld naar de aanvragen, gedaan ten gevolge van die boringen, en dat er minstens tien vergunningen zouden verleend worden in den loop van het jaar 1905 en tien andere in 1906.

Zelfde verzoekschrift vanwege de gemeenteraden van Bilsen, Heppen, Kinroy, Koninxheim, Lommel, Marthies, Martenslinde, Membruggen, Molen-Beersel, Oostham, Opitter, Waltwilder.

BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Nijverheid en Arbeid.

27. 1975. Bij verzoekschrift uit Campenhout, gedagteekend 21 Januari 1905,

maakt het college van burgemeester en schepenen der gemeente Campenhout een wensch over, uitgebracht door den gemeenteraad in zitting van 16 Januari 1905, en strekkend opdat door de wetgeving

**Nummers
van
de lijst.** **Nummers
van het register voor
verzoekschriften.**

- wordde voorgesteld het instellen van een onderscheidsteeken, ten voordele der soldaten die deel uitmaakten van het leger in 1870 en dergenen die dienden onder de regeering van Leopold I.
- BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Oorlog.**
28. 1974. Bij verzoekschrift uit Jolimont, gedagteekend 24 Januari 1905,
 vraagt Julius Suikeis, te Jolimont, om tusschenkomst der Kamer, ten einde onderstand van de stad Rœulx te verkrijgen.
BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.
29. 1975. Bij verzoekschrift uit Jolimont, gedagteekend 25 Januari 1905,
 vraagt Augustien Tolbeiq, te Jolimont, om tusschenkomst der Kamer, ten einde onderstand van de gemeente Haine-Saint-Paul te verkrijgen.
BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.
30. 1976. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 25 Januari 1905,
 vragen goederenbestellers uit Brussel en voorsteden om intrekking van artikel 340 van het Strafwetboek, betreffende inbreuk op de vrijheid van arbeid.
BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.
31. 1981. Bij vertoogschrift uit Luik, gedagteekend 26 Januari 1905.
 maken de heer Gillis, voorzitter, en Genot, secretaris der Kamer van koophandel, te Luik, opmerkingen tegen een voorontwerp tot herinrichting der Kamers van koophandel, opgemaakt door het Comiteit van den Bond der handels- en nijverheidsvereenigingen in België.
BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Justitie.
32. 1984. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 27 Januari 1905,
 dient vrouw Linen, weduwe van een vrijwilliger van 1850, te Luik, eene vraag om onderstand is.
BESLUIT : Te verzenden naar den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs.

